

AMLO prévient que Washington pourrait utiliser la crise du fentanyl à des fins électoralistes



La Havane, 5 mai, (RHC)- Le président mexicain, Andrés Manuel Lopez Obrador a averti jeudi qu'à l'approche des élections présidentielles de 2024 aux États-Unis, les politiciens et les médias nord-américains pourraient utiliser le Mexique et la crise du fentanyl à des fins électoralistes.

Après avoir rappelé que de même que la question migratoire a été au cœur des débats lors de la campagne électorale en vue des présidentielles de 2022 aux États-Unis, il a signalé qu'il sentait que la question du fentanyl allait être ajoutée à l'ordre du jour, "ce qui est très délicat car il s'agit d'une drogue très nocive, qui cause malheureusement la mort de milliers de personnes aux États-Unis, en particulier et douloureusement des jeunes", a ajouté le président.

En 2021, les États-Unis ont enregistré 70 601 décès dus à des surdoses d'opioïdes synthétiques, principalement du fentanyl. Dans ce contexte, Lopez Obrador a fait référence aux politiciens nord-américains qui utilisent "cette crise pandémique" pour "blâmer le Mexique".

"Bien sûr, nous aidons le gouvernement nord-américain à lutter contre le trafic de drogue, mais ils veulent que tout le blâme retombe sur notre pays : nous considérons que c'est injuste et que nous ne méritons pas ce traitement", a-t-il déclaré.

"Nous avons maintenu que la matière première du fentanyl n'est pas produite ici", a déclaré M. López Obrador.

Face aux pressions exercées par Washington pour que le Mexique mette un terme au trafic de fentanyl vers le nord, l'armée du pays latino-américain a augmenté les saisies de "doses" de fentanyl, principalement dans les États septentrionaux de Sinaloa, Sonora et Basse-Californie.

Le gouvernement mexicain, par l'intermédiaire de l'armée et de la marine, a saisi entre six et sept tonnes de fentanyl, selon le président Lopez Obrador.

Source : Russia Today

SEPARADOR

Pérou : Le ministre de la Justice reconnaît de possibles violations des droits de l'homme

La Havane, 5 mai, (RHC)- Le ministre péruvien de la Justice, Daniel Maurate, a admis ce jeudi que des violations des droits de l'homme avaient pu être commises lors de la répression des manifestations sociales des derniers mois au Pérou.

Daniel Maurate a déclaré dans une interview télévisée que si quelqu'un voit un policier tirer sur un civil (lors d'une manifestation), il est clair qu'il s'agit d'une violation des droits de l'homme, un crime que le Premier ministre, Alberto Otárola rejette catégoriquement, défendant l'armée et la police et soulignant que l'affaire devrait être tranchée par le ministère public et les tribunaux.

Si le Premier ministre demande des éclaircissements, je voudrais profiter de l'occasion pour lui en donner. Dans une situation comme celle que nous avons connue, ce que j'ai souligné, c'est que si vous voyez quelqu'un tirer, vous n'allez pas dire qu'il n'y a pas de violation des droits de l'homme, il y en a", a-t-il déclaré.

Il faisait référence à l'une des 49 personnes tuées lors des émeutes entre le 7 décembre et le mois de mars dernier, à savoir Victor Santisteban, qui a succombé à l'impact d'une grenade lacrymogène tirée par un policier à bout portant sur la tête de la victime.

Apparemment contrarié, le président du Conseil des ministres a jugé nécessaire de préciser que les propos de Daniel Maurate n'étaient pas officiels et ne pouvaient être interprétés comme faisant porter la responsabilité des décès à la police et à l'armée, que le gouvernement soutient.

Les décès restent impunis, selon les organisations de défense des droits de l'homme, qui réclament rapidité et transparence dans l'enquête, alors que le premier ministre a indiqué que les enquêtes sont confidentielles et que le ministère public s'est fixé un délai de huit mois pour les mener à bien.

Il a précisé que le gouvernement ne peut désigner aucun coupable, cette responsabilité incombant au ministère public et à la justice.

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/321754-amlo-previent-que-washington-pourrait-utiliser-la-crise-du-fentanyl-a-des-fins-electoralistes>



Radio Habana Cuba